

Essai sur l'économie du peuplement : présentation de la thèse et de ses implications

16 décembre 2021

La théorie économique orthodoxe, dont le paradigme est à la fois désincarné, sans dimension spatiale, ignorant du lieu et des relations de voisinage, et indifférent au temps, aux processus et aux dynamiques, ne peut être d'aucun secours pour comprendre ni a fortiori pour gérer le processus de peuplement de la planète, qui est l'un des tout premiers enjeux auxquels le monde contemporain est confronté.

Cet essai montre que le refus par les institutions concernées par le développement de reconnaître cette évidence est non seulement une erreur mais une faute : ce refus dogmatique est lourd de conséquences tant pour les pays du Sud, en voie de peuplement, que pour les pays du Nord, déjà peuplés, comme le montre l'incapacité de l'aide au développement à maîtriser les inégalités internationales et l'insécurité qui en résulte, et qui tend à s'étendre sur toute la planète.

Rappelons qu'entre 1950 et 2050, la population mondiale totale aura quadruplé, et que la population urbaine aura presque décuplé, cependant qu'en Afrique Sub-Saharienne, principale région du monde en voie de peuplement, la population totale aura plus que décuplé et la population urbaine, qui est aujourd'hui plus de vingt fois celle des années 1950, va encore probablement tripler d'ici 2050. Et ce processus d'urbanisation n'est que l'une des manifestations, la plus visible, de la restructuration spatiale et socioéconomique de la population, qui est LE principal facteur dont dépendent le comportement des habitants de chaque territoire élémentaire des pays en voie de peuplement.

La question importante est donc moins de se demander quand la population mondiale cessera de croître que de comprendre et de prévoir où les nouveaux habitants qui apparaissent chaque année dans le monde s'installent, pour quoi y faire, et dans quel contexte ils vont vivre.

Pour répondre à cette question, la **première partie** de cet essai introduit un nouveau mode de classification de tous les pays selon l'état d'avancement relatif de leur transition démographique. Ce classement évolutif permet d'identifier les **pays en voie de peuplement**, qui sont pour la plupart à faibles revenus, et qui doivent chaque année accueillir la majorité des nouveaux habitants de la planète et une proportion croissante des migrants de toute origine, interne et externe.

Cet essai montre que la population de chaque localité des pays en voie de peuplement est constituée de résidents, par naissance ou par migration, plus ou moins récents, dont le comportement dépend de leur ancienneté relative dans cette localité et de la capacité de cette localité à les accueillir et à les assimiler.

Le premier facteur dont dépend cette capacité d'accueil des nouveaux résidents est l'Investissement public Initial de Fonction Locale (IIFL) qui doit avoir été réalisé en temps voulu et là où la planète se peuple. Les énormes disparités entre tous les pays en matière de capacité de financement de ces IIFL conduit à proposer de mutualiser ces dépenses d'investissement qui font partie des biens publics globaux, au même titre que l'environnement naturel ou la sécurité, et qui sont la responsabilité de l'humanité tout entière.

Dans toute théorie économique digne de ce nom, il ne saurait y avoir d'homme inutile : l'économie, discipline humaine, doit par définition rendre compte des comportements de toute la population. Dans les pays en voie de peuplement, le système économique qui est conforme à la doxa, et que

j'appelle en abrégé l'économie moderne, ne peut avant longtemps accueillir tous les nouveaux résidents.

La **deuxième partie** de cet essai montre que la majorité de ces nouveaux résidents, dont on ne peut nier qu'ils existent, sont, au moins pour un temps, appelés à vivre dans un autre système économique que l'économie moderne, et qui est une économie de demande. Cette autre économie que j'appelle populaire dépend du paradigme démo-économique spatialisé que je présente en détail et d'une autre branche de la théorie économique qui en dérive et que j'appelle l'économie du peuplement.

L'économie réelle des pays en voie de peuplement a donc obligatoirement deux composantes :

- l'économie moderne, compétitive, financiarisée, extravertie, en voie de globalisation, qui est de moins en moins attachée à des territoires et qui est très sensible à la conjoncture internationale, et qui pourrait fort bien s'accommoder du scénario de l'homme inutile de Pierre-Noël Giraud, du moins le pense-t-on parfois ;

- et l'économie populaire, qui est par définition inclusive, et par conséquent endogène, au sens où sa fonction de production ne dépend pour l'essentiel que de l'interaction entre les personnes concernées et de la demande et donc de l'offre des biens et services essentiels de ses membres, et qui est d'essence locale, attachée à des territoires : toutes caractéristiques qui doivent inciter à y prêter la plus grande attention, d'autant que son poids dans l'économie réelle est loin d'être négligeable.

La **troisième partie** montre que les systèmes d'information économique existants, qui sont conçus pour l'économie moderne, sont structurellement incapables de rendre compte de l'économie populaire et donc de l'économie réelle des Pays en Voie de Peuplement. Tant que la théorie économique orthodoxe, dont on ne peut nier par ailleurs les performances, restera prisonnière de son paradigme désincarné et ignorant des processus et du temps, elle sera fondamentalement incapable de comprendre cette économie populaire, d'en rendre compte dans les systèmes d'information, et a fortiori de promouvoir et de défendre cette économie populaire.

Dans les pays en voie de peuplement, l'oubli de l'économie populaire contraint les comptes nationaux à procéder périodiquement à des réajustements de grande ampleur des agrégats et indicateurs officiels lorsque ces comptes ne reflètent manifestement plus la réalité observable.

Faute de pouvoir tenir compte des interactions entre dynamique de peuplement et économie que la théorie ignore, la méthode employée pour faire disparaître les discontinuités dans les séries de comptes conduit à de graves erreurs de mesure des performances économiques réelles de ces pays, à la sous-estimation de leurs besoins, et à des erreurs de stratégie et de politiques dont cet essai présente maints exemples, comme ceux relatifs à la lutte contre la pauvreté et à l'abandon du programme ECOLOC, sur lesquels je reviens plus loin.

Le dernier chapitre de cette troisième partie présente une variété d'outils permettant d'identifier les diverses catégories d'homo economicus de chaque territoire élémentaire et d'évaluer leurs contributions respectives à l'économie réelle, et donc de construire par approximations successives des images humanisées et spatialisées de cette économie réelle, qui peuvent être interprétées sur le temps long, pour mettre en évidence les dynamiques démo-économiques passées et pour construire des images du futur.

De telles images sont présentées dans la **quatrième partie**, qui s'achève sur une synthèse des leçons à retenir de ces divers exercices de prospective territoriale et des réticences toujours aussi

vives des institutions en charge de l'Aide au Développement à l'égard de ces exercices, réticences qui s'expliquent par la remise en cause du paradigme sur lequel repose aujourd'hui cette Aide.

Enfin, la **cinquième et dernière partie** de cet essai, intitulée **dix commandements pour aborder l'économie réelle**, montre ce que le paradigme démoéconomique spatialisé et les outils d'analyse qui en dérivent peuvent apporter dans la façon d'aborder les dix problématiques suivantes auxquelles on est confronté pour gérer le peuplement de la planète.

1. Remédier à la désincarnation, à l'u-topie et à l'uchronie des systèmes d'information, des modèles et des comptes économiques actuels.

Parce que les systèmes d'information économique existants sont l'une des principales causes du pessimisme et de la perte de confiance dans l'avenir de l'opinion publique et des responsables des pays en voie de peuplement ainsi que de leurs partenaires, il faut commencer par débarrasser ces systèmes existants de toutes les chroniques de comptes qui, comme je viens de le montrer, sont dépourvues de sens. L'essai montre comment le nouveau paradigme permet de reconstruire, par approximations successives, des chroniques de comptes démo-économiques spatialisés de l'économie réelle de tout territoire, du niveau national au niveau de chaque entité territoriale élémentaire qui sont construites en tenant explicitement compte des interactions entre peuplement et économie.

2. Renouer avec la prospective et avec l'approche stratégique.

Il faut en finir avec la multiplication sans fin des objectifs, sous-objectifs et cibles du *développement durable* et redécouvrir les vertus de la prospective et de l'approche stratégique pour gérer le peuplement et aménager les territoires en conséquence. S'il est un domaine où la prospective est relativement simple et peu risquée, c'est bien celui de la démographie, ou plus précisément du peuplement. Se doter d'une vision de la répartition future de la population et des activités et de l'organisation de l'espace est le meilleur moyen de prendre conscience des impératifs de ce peuplement, à commencer par la mobilité, et d'agir en conséquence.

3. Promouvoir et protéger l'économie populaire.

La première condition pour promouvoir cette source de croissance endogène est d'en finir avec toutes les attitudes et politiques visant à restreindre la mobilité des personnes et les migrations internes et régionales. La seconde condition est de protéger cette économie populaire contre la toute-puissance et la tendance de l'économie moderne à la priver de ses marchés naturels, comme ceux de l'alimentation et de la construction. Parce qu'elles sont les mieux placées pour apprécier les forces et les faiblesses des pays en voie de peuplement, les institutions qui sont en charge de ce qu'on appelle l'Aide au développement destinée à ces pays ont sur cette question de la protection des marchés des responsabilités particulières à assumer. Enfin, il faut adapter les règles du jeu de l'économie mondiale pour faciliter la coexistence et la coprosperité de ces deux formes complémentaires d'économie. Prétendre que cette idée de soumettre les règles du jeu de l'économie mondiale aux besoins de l'économie populaire serait inacceptable équivaudrait pour les pays les plus avancés à s'autodétruire.

4. Faire du marché intérieur et régional la principale source de croissance économique et d'apprentissage de l'économie de marché.

Simple question de bon sens, qui sauterait aux yeux si on se donnait la peine de cartographier l'économie réelle des pays en voie de peuplement : de telles cartes, que la technologie disponible permet de construire à n'importe quelle échelle et de réviser en continu, révéleraient l'extrême

concentration spatiale de l'activité économique moderne, qui n'est effectivement présente que sur quelques fractions du territoire national et régional, alors que c'est dans tout l'espace restant que se développe et se structure pourtant l'essentiel de l'économie de marché, et dans lequel l'objectif essentiel des politiques publiques devrait être d'organiser ces marchés plutôt que de se préoccuper de la croissance de la production proprement dite.

5. Comprendre l'économie urbaine et gérer l'urbanisation.

En un siècle, (1950-2050), la population urbaine des pays en voie de peuplement de l'ensemble du monde aura été multipliée par 80. En 2020, la plupart des 400 millions d'habitants des villes de ces pays sont des nouveaux résidents d'ancienneté moyenne inférieure à 15 ans, et dont une grande partie appartient à l'économie populaire : la plupart des villes de ces pays sont et seront de création récente et majoritairement populaires, elles doivent être conçues et construites avec le concours de l'économie populaire et pour la servir. Mais ces *agglomérations* ainsi conçues et nécessairement évolutives n'en sont pas moins de vraies villes, qui ont aussi pour vocation de structurer leur hinterland et de promouvoir le développement local.

L'essai montre comment répondre à ce défi et produire en temps voulu un milieu urbain porteur, favorisant l'intégration et l'épanouissement des nouveaux résidents. Il faut pour cela répondre à toute la demande, populaire et moderne, et se garder de toute politique visant à ne produire que la ville idéale, ce qui reviendrait à oublier l'essentiel et entraînerait l'exclusion, l'illégalité et la précarité des *bidonvilles* rejetés sur des terrains inconstructibles. Il faut aussi bannir la modernisation par effraction dont rêvait l'un de derniers chefs économistes de la Banque Mondiale, qui voulait développer en Afrique une douzaine de clones de Schengen ou *gated communities*, isolées du *désordre ambiant*. Il faut enfin avoir conscience de l'ampleur des besoins **d'investissements publics initiaux de fonction locale** (les IIFL décrits dans le chapitre 3) et des besoins d'IFL récurrents dont traite plus loin le point 7.

6. Gérer l'économie localement.

Cette composante essentielle de toute stratégie de développement était abordée en détail dans le Programme de relance des économies locales en Afrique de l'Ouest, dit Programme ECOLOC. Ce programme était une suite logique de l'étude WALTPS (West Africa Long Term Perspective Study) dont il reprenait le même cadre conceptuel, appliqué à l'échelle locale des petites Régions Urbano-Centrées à Haute intensité d'Echanges et de Services, les RUCHES, dont le programme recommandait qu'elles puissent disposer d'une Monnaie pour l'Echange et l'Investissement Local (le MIEL) qui n'a jamais pu être testée. Les institutions et agences d'Aide qui avaient accepté de participer au lancement de ce programme ECOLOC ont cru bon de l'abandonner rapidement sans rien proposer d'autre. Voici les principales leçons qui ont pu être tirées de la dizaine de cas concrets qui avaient été lancés avant l'abandon de ce programme :

- l'existence bien réelle mais à l'état d'embryon à développer de ces RUCHES : ces objets non officiellement identifiés sont encore largement hors du champ de vision des acteurs nationaux et de leurs partenaires extérieurs ;
- l'insuffisance manifeste du capital public de fonction locale, notamment dans le pôle urbain dont la taille double tous les dix ou quinze ans, et dans les infrastructures dont dépendent les échanges entre ville et hinterland ;
- enfin, l'absence criante de toute information pertinente et utilisable sur les réalités locales, obligeant les gouvernements et les acteurs locaux à agir à l'aveuglette. Le programme ECOLOC a confirmé qu'il est possible de dresser un tableau complet et réaliste de telles économies locales et de leurs interactions avec d'autres espaces économiques, et ce en y consacrant des moyens raisonnables, grâce surtout à une valorisation d'informations qui restent aujourd'hui en friche faute

d'un paradigme adéquat pour les déceler et pour les exploiter. Ces études de cas ont aussi montré qu'il est ainsi possible de revaloriser les fonctions et le statut des services administratifs locaux, à commencer par le service des statistiques.

7. Programmer et financer les Investissements de peuplement à hauteur des besoins, comme il se doit pour les autres biens publics mondiaux.

Les investissements Initiaux de fonction locale (IIFL) qui permettent à tout nouveau résident, par naissance ou par migration, d'un territoire quelconque (une ville, un une zone rurale, un pays) de s'installer, en tant que personne et en tant que membre d'une communauté dans des conditions acceptables, font partie de la Formation de Capital Fixe de l'humanité tout entière. Les autres investissements publics de peuplement relèvent naturellement de la responsabilité des pays et des territoires concernés, mais les modalités de financement de ces investissements doivent permettre à chaque pays de faire face à ses obligations en la matière.

8. Repenser complètement la lutte contre la pauvreté et contre les inégalités.

Si la population rurale d'un pays en voie de peuplement est plus *pauvre* que la population urbaine de ce pays, c'est parce que le marché auquel elle a accès est plus étroit et plus aléatoire. Sauf exception, cette pauvreté rurale ne peut être effectivement combattue que si les agriculteurs ont accès à un nombre croissant de consommateurs non producteurs de denrées alimentaires. Et ce marché, c'est d'abord celui des habitants urbains proches.

En milieu urbain, le problème de la *pauvreté* se pose différemment. Les villes des pays en voie de peuplement ont pour vocation de contribuer à la division du travail entre consommateurs et producteurs de biens et services essentiels comme la nourriture et donc d'attirer le maximum de personnes compatible avec les conditions de vie. Ce n'est pas de la présence de *pauvres* en ville qu'il faut s'inquiéter (une ville sans *pauvres* serait une ville d'apartheid, ne jouant pas son rôle), mais du temps moyen d'assimilation des migrants. La qualité première des villes est donc d'aider ces nouveaux résidents, ces *nouveaux pauvres*, à s'assimiler rapidement, puis à accueillir de nouveaux venus qui, par leur demande de biens et services essentiels, contribuent à la prospérité des populations déjà installées.

S'il faut lutter contre la pauvreté, c'est donc d'abord et avant tout contre **la pauvreté du cadre de vie** qui est octroyé aux habitants des quartiers populaires, car c'est l'insuffisance manifeste de la dépense publique locale qui constitue l'un des principaux freins à l'activité locale.

9. Reconvertir les organisations actuelles de développement en Agences de partenariat Nord-Sud et recentrer leur mission sur l'accompagnement des changements structurels.

Ces nouvelles agences de partenariat auront comme principale responsabilité d'assurer l'interface entre ces deux hémisphères pour que chacun assume ses propres devoirs en vue d'un progrès commun. Entre autres missions prioritaires, ces agences devront contribuer à la gestion du peuplement de la planète, assurer la stabilité et la pérennité du financement des investissements de peuplement à la hauteur des besoins, et inciter tous les acteurs qui sont impliqués dans le développement à remettre les fondamentaux qui sont la population, l'espace et le temps long au cœur de leurs préoccupations. Ces agences de partenariat devront donc inciter les pays du Sud à refaire périodiquement des exercices de prospective similaires à l'étude WALTPS et à penser en conséquence l'aménagement et l'équipement de leurs territoires, les politiques sectorielles, la gestion des migrations, la coopération régionale, la décentralisation et le développement local.

10. Recentrer la recherche économique sur la démo-économie (*démo- avant éco-*), avec, entre autres thèmes de recherche prioritaires, la dualité, la spatialisation des comptes de l'économie réelle et la question de l'humanisation de la finance et de la monnaie.

Conclusion de cet essai

Gérer le peuplement, c'est suivre, comprendre, prévoir et accompagner la croissance et la redistribution de la population par lieu et par strate d'activité et par mode de vie, au lieu de se contenter de subir ce processus, avant que celui-ci ne nous expose à la figure, pendant que les apprentis sorciers du toujours plus, du toujours moins cher (transport maritime..), de la compétitivité, de la fragmentation des chaînes de valeur, de la délocalisation, de la dématérialisation, de la prise de pouvoir par la finance, de la monopolisation de l'information et du big data et de la concentration de la richesse entraînent la société humaine à sa perte.